



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE D'ACHAT DE FOURNITURES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCATP)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

MARCHE PONCTUEL n° 2025-8655-007

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la fourniture de tracteur d'occasion blindé équipé forestier pour l'agence travaux Lorraine Champagne-Ardenne de l'Office National des Forêts à Nancy (départements 08, 10, 51, 52, 54, 55, 57, 88).

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts.
Direction territoriale Grand-Est.
Agence Travaux Lorraine Champagne-Ardenne

Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est M Christophe FOTRE, Directeur Territorial Grand-Est de l'Office National des Forêts.

SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.2.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	4
1.3.	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES)	4
1.4.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ADMINISTRATIF OU TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS :	4
1.5.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	4
2	OBJET – DISPOSITIONS GENERALES	4
2.1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
2.2.	PROCEDURE.....	4
2.3.	CLASSIFICATION CPV	5
3	CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	5
3.1.	FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	5
3.1.1.	<i>Décomposition en lots</i>	5
3.1.2.	<i>Modalités d'attribution de l'accord-cadre</i>	5
3.2.	VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).....	5
4	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES.....	5
4.1.	INFORMATIONS GENERALES :	5
4.1.1.	LES TRACTEURS :	5
4.1.2.	CABINE :	6
4.1.3.	AUTRES EQUIPEMENTS :	6
4.1.4.	LA SIGNALISATION :	6
4.2.	FORMATIONS :	6
4.3.	DOTATIONS A LA LIVRAISON :	6
5	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE	7
6	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	7
6.1.	PASSATION DES COMMANDES.....	7
	CONFORMEMENT A L'ARTICLE 20.3 DU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES APPLICABLES AUX MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES LES RISQUES AFFERENTS AU TRANSPORT AINSI QUE LES OPERATIONS DE CONDITIONNEMENT, D'EMBALLAGE, DE CHARGEMENT, D'ARRIMAGE ET DE DECHARGEMENT INCOMBENT AU TITULAIRE DU MARCHÉ.	7
	LES FOURNITURES DOIVENT ETRE LIVREES CONVENABLEMENT EMBALLEES PAR LE TITULAIRE DE MANIERE A CE QUE LES MARCHANDISES PUISSENT SUPPORTER, SANS DOMMAGE, LES RISQUES INHERENTS AU TRANSPORT.	7
	LE TITULAIRE EST TENU DE TRANSMETTRE LES CONSIGNES DE LIVRAISON AUX PRESTATAIRES QUI EFFECTUERONT POUR SON COMPTE LA LIVRAISON ET DE PREVOIR LE PERSONNEL NECESSAIRE POUR SON EXECUTION.	7
	EN CAS D'ECHANGE, DE RETOUR, LE TITULAIRE PREND A SA CHARGE LES FRAIS DE TRANSPORT CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 6.3 DU PRESENT CAHIER.	7
	LE TITULAIRE PREND A SA CHARGE LES TAXES ET ASSURANCES AFFERENTES.....	8
6.2.	LIEU ET MODALITES DE LIVRAISON.....	8
6.3.	DELAIS DE LIVRAISON.....	8
6.4.	GARANTIES	8
7	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	9
7.1.	UNITE MONETAIRE	9
7.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX	9
7.2.1.	<i>Nature des prix</i>	9
7.2.2.	<i>Contenu des prix</i>	9
7.3.	VARIATION DANS LES PRIX	9
7.4.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	9
7.4.1.	AVANCE.....	9
7.4.2.	<i>Acomptes</i>	9

7.4.3.	<i>Facturation</i>	9
7.4.4.	<i>Transmission des factures</i>	10
7.4.5.	<i>Délai global de paiement</i>	10
7.4.6.	<i>Nantissement ou cession de créance</i>	10
8	PENALITES	10
8.1.	MODALITES DE RETARD DE LIVRAISON	10
8.2.	PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	11
9	DROIT, LANGUE	11
10	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	11
10.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS	11
10.2.	TRAVAIL CLANDESTIN	12
10.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	12
10.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	12

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Grand Est, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03798 dont le siège est au 5, rue Girardet – CS 65219 - 54052 Nancy Cedex.

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché

La personne signataire du marché est M Christophe FOTRE, Directeur Territorial Grand-Est de l'Office national des forêts.

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements est :
Mme Christine SCHMITT
Cité Administrative – 14 rue du Maréchal Juin – 67000 Strasbourg

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique, administratif ou technique peuvent être obtenus :

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre **juridique** est :
Service Achats – Grand Est
14 rue du Maréchal Juin
67084 STRASBOURG Cedex
Email : achats.grand-est@onf.fr

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre **administratif** est :
Mme Victoria CHONAVEL
Assistante achats
5 rue Girardet – 54000 Nancy
Téléphone : 06.18.01.60.64 – Email : victoria.chonavel@onf.fr

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre **technique** est :
BLIN Antoine
Conducteur Travaux
Parc de Haye - 54840 VELAINES en HAYE
Téléphone : 06.11.20.91.57 – Email : antoine.blin@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale.

2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture de tracteur d'occasion blindé équipé forestier pour l'agence travaux Lorraine Champagne-Ardenne de l'Office National des Forêts à Nancy (départements 08, 10, 51, 52, 54, 55, 57, 88).

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

Sur toute la durée du marché, tous lots confondus, le montant maximale de commande ne pourra en aucun cas dépasser le seuil du signataire c'est-à-dire 221 000HT.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

16720000-8	Tracteurs d'occasion
------------	----------------------

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1. Forme du marché

Il s'agit d'un marché ponctuel composé d'un lot unique et ayant pour date de prise d'effet l'émission du bon de commande.

3.1.1. Décomposition en lots

Le marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes. Il fait l'objet d'un lot unique.

Prestations Principales	Heure productive maximale	Lieux d'exécution
Fourniture de tracteur d'occasion blindé équipé forestier	- de 2 000h	Agence Travaux LCA

3.1.2. Modalités d'attribution du marché

Chaque lot n'est attribué qu'à un seul et même soumissionnaire.

3.2. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le marché ne prévoit pas de PSE et les variantes ne sont pas autorisées.

4 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

4.1. Informations générales :

4.1.1. Le tracteur :

Base : agricole blindé équipé forestier

Moteur, puissance : minimum 170 CV à 250 CV maximum.

Réchauffeur : gasoil électrique

Échappement : vertical

Transmission : 4 roues motrices, dispose d'un inverseur de marche hydraulique sous couple REVERSHIFT, dispose au moins de 8 rapports de vitesse avant et de 8 rapports de vitesse arrière, freins à bain d'huile, blocage du différentiel électrique.

Transmission à variation continue.

Prise de force :

- Arrière sur le tracteur avec hydraulique nécessaire et adapté aux outils à l'arrière.
- 2 Distributeurs double effets à l'avant - 540 et 1000 tr/mn dans l'axe du pont arrière-embrayage de la prise de force indépendant de l'avancement du tracteur

Relevage arrière et équipements hydrauliques et électriques :

- Relevage arrière avec attelage et 3ème point
- 2 prises hydrauliques double effet et 1 prise hydraulique simple effet
- 1 prise de puissance (2 broches) pour connexion 12 v nécessaire au fonctionnement d'un treuil hydraulique

4.1.2. Cabine :

- homologuée usine « anti-renversement », grande visibilité et insonorisée
- vitre latérale droite antiprojection, sans porte ni montant
- essuie-glace avant, arrière avec lave vitre.*
- siège confort réglable + 1 siège passager
- siège conducteur pivotant droite/gauche
- siège suspendu électropneumatique réglable (hauteur, avancée, poids)
- volant réglable
- 2 phares de travail avant sur haut de cabine
- 2 phares de travail arrière
- éclairage conforme au code de la route
- rétroviseur gauche, droit et intérieur droit amovible (grand angle)
- climatisation
- autoradio Bluetooth
- dispositifs de rangements en cabine
- pare soleil / rideaux de chaque côté de la cabine
- les portes de la cabine sera équipée d'une serrure se fermant à l'aide d'une clé (ces portes seront de type renforcé, ex monté sur cadre)
- poste inversé

4.1.3. Autres équipements :

- Masse avant, masse trompette et caisse de contre charge nécessaire pour équilibrer des tracteurs équipés de leurs outils
- direction assistée
- coffre à outils
- prise électrique 12 V extérieure côté réservoir + 1 prise électrique intérieur
- coupe batterie
- pneus forestiers
- jantes forestières

4.1.4. La signalisation :

- La signalisation installée sur le tracteur et l'outil périphérique devra être conforme aux normes en vigueur et au code de la route.

4.2. Formations :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser le tracteur et l'outil périphérique. Cette formation devra être dispensée avant la mise à disposition du matériel dans les centres.

Cette formation portera au minimum sur :

- la mise en route ;
- la formation auprès des chauffeurs sur l'utilisation et l'entretien préconisés par les constructeurs pour les engins ainsi que leurs équipements spécifiques et associés.

4.3. Dotations à la livraison :

À leur livraison, chaque tracteur et outils périphériques seront dotés de :

- Pour le tracteur :
 - o la notice technique rédigée en langue française,
 - o la manuel d'utilisation des équipements (entretien et maintenance) rédigé en langue française,

- la cahier de recommandations du constructeur,
- le plein du réservoir de carburant pour les tracteurs,
- le certificat de mise en circulation délivré par le service des mines,
- la carte grise,
- les plaques d'immatriculation,
- la signalisation de sécurité (minimum 1 gyrophares oranges amovible) respectant les stipulations de l'article 4.2 du présent CCATP

5 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix Unitaires au présent marché ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Techniques Particulières (CCATP), dont les exemplaires originaux, conservé dans les archives de l'ONF, font seul foi ;
- le bon de commande émis dans le cadre du présent marché;

A noter, le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services étant réputées connues par les opérateurs économiques, elles ne sont pas matériellement jointes au dossier de consultation.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

6 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ

6.1. Passation de la commande

La commande est faite par l'émission d'un bon de commande.

Aucune livraison ne doit être effectuée sans bon de commande.

Le bon de commande indique :

- l'identification du contractant ;
- la référence du présent marché : 2025-8655-007 ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des fournitures ;
- leur quantité attendue ;
- le montant H.T. ;
- le lieu de livraison ;
- la date de livraison.

Le bon de commande est adressés par courriel au titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ de la livraison.

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande.

Conformément à l'article 20.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures les risques afférents au transport ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement incombent au titulaire du marché.

Les fournitures doivent être livrées convenablement emballées par le titulaire de manière à ce que les marchandises puissent supporter, sans dommage, les risques inhérents au transport.

Le titulaire est tenu de transmettre les consignes de livraison aux prestataires qui effectueront pour son compte la livraison et de prévoir le personnel nécessaire pour son exécution.

En cas d'échange, de retour, le titulaire prend à sa charge les frais de transport conformément aux dispositions de l'article 6.2 du présent cahier.

Le titulaire prend à sa charge les taxes et assurances afférentes.

6.2. Lieu et modalités de livraison

La livraison est faite selon les dispositions suivantes :

Le matériel sera livré conforme aux spécifications techniques, en état de marche, conforme à la commande et aux spécifications demandées ;

Le matériel est mis à la disposition des représentants de l'ONF, dans les délais prévus à l'adresse du service destinataire indiquée sur le bon de commande.

Le service destinataire est avisé par tout moyen de la livraison du matériel. Les opérations de vérifications sont effectuées par le service destinataire. Ces opérations visent à vérifier la conformité du matériel par rapport à la commande de l'ONF.

Le titulaire est réputé connaître et accepter toute contrainte de nature à affecter les opérations de livraison. Tout dégât causé lors de la livraison sera supporté par le titulaire. Celui-ci devra s'assurer que l'entreprise qui effectue la livraison, le cas échéant, possède les assurances requises.

Les vérifications qualitatives seront effectuées sur le site à l'Office National des Forêts.

La vérification qualitative portera sur la conformité des fournitures par rapport aux prescriptions techniques stipulées ainsi que la qualité technique apparente des fournitures livrées. En cas de non-conformité des fournitures livrées ou de fournitures défectueuses, celles-ci devront être remplacées dans les 30 jours calendaires suivant le jour de la vérification. Des réserves pourront être émises. Elles seront levées à la vérification du fonctionnement lors de la mise en route en condition normale d'utilisation.

L'admission du matériel sera prononcée conformément aux dispositions du CCAG FCS.

Sauf faute ou négligence de l'ONF, le fournisseur garantit l'ONF contre les sinistres ayant leur origine dans les agissements de ses préposés, y compris le recours de tiers. Le fournisseur s'assurera que par ses interventions, il ne dégrade aucune installation ou dispositif en place sur le site au moment de son intervention, quel qu'en soit leur propriétaire.

Toute livraison effectuée dans un lieu différent de celui indiqué dans le bon de commande sera considéré comme non réceptionné.

6.3. Délais de livraison

Le délai de livraison sera proposé par le candidat dans son offre au travers de la fiche de renseignement. Celui-ci ne pourra toutefois pas excéder 6 mois.

Il débutera à compter de la réception du bon de commande.

En cas de non-respect du délai contractuel par le titulaire, celui-ci se verra appliquer des pénalités prévues à l'article 8 ci-dessous.

6.4. Garanties

La garantie légale de conformité et la garantie des vices cachés s'appliquent automatiquement tel que défini la loi.

La garantie constructeur, si elle court encore, s'appliquera jusqu'à la fin de la durée prévue par le constructeur.

Si la garantie constructeur ne couvre pas une année complète à partir de la date de livraison, le vendeur devra assurer une garantie contractuelle d'un an pièces et main d'œuvre couvrant les mêmes conditions que la garantie constructeur.

7 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

7.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

7.2. Forme et contenu des prix

7.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaire.

Le prix est fixé dans le Bordereau des Prix Unitaires du titulaire.

7.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.
- La manutention, le conditionnement, l'emballage et le transport mais également les frais d'importation et de retour de marchandise pour échange

7.3. Variation dans les prix

Les prix sont fermes.

7.4. Modalités essentielles de paiement

7.4.1. Avance

Sans objet.

7.4.2. Acomptes

Sans objet

7.4.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : 2025-8655-007 ;
- les références du bon de commande afférent
- le nom du service destinataire ;
- le SIRET du titulaire
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Identification et engagement du candidat » de l'acte d'engagement.

7.4.4. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 450XXXXXXX ou 470XXXXXXX.
- Numéro d'identification :
662043116 03798, SIRET mentionné sur le bon de commande.

7.4.5. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

7.4.6. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

8 PENALITES

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

8.1. Modalités de retard de livraison

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG FCS et lorsque les délais contractuels sont dépassés le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle:

P = le montant de la pénalité;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable;

R = le nombre de jours de retard.

Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 50 € pour l'ensemble du marché.

Si les retards se prolongent au-delà de 30 jours ouvrés, le pouvoir adjudicateur peut annuler la commande relative à la prestation non réalisée. L'annulation de la commande ne fait pas obstacle à l'application des pénalités de retard.

8.2. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant de l'accord-cadre.

9 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

10.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

10.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

10.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

10.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr